

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Répondre à l'urgence sociale !

Démission de Sarkozy et de ce gouvernement !

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 5 novembre 2005

Démocratie & Socialisme

Depuis le 21 avril 2002, la droite continue inlassablement sa politique de casse sociale... Elle n'a pas voulu entendre les grandes grèves de 2003 pour la défense de nos retraites par répartition à 60 ans à taux plein. Bien que battu ensuite, dans les urnes en mars et juin 2004 et encore lors du référendum le 29 mai 2005, le gouvernement de droite ultra libéral, en refusant d'entendre la majorité écrasante de notre peuple, fait empirer de jour en jour, la situation...

Les luttes sociales et la résistance au libéralisme ne diminuent pourtant pas. Les manifestations du 4 octobre dernier, après celles des 18-20 janvier, du 5 février, du 10 mars, du 16 mai, ont rassemblé plus d'un million de grévistes. La grande presse et l'audiovisuel ne reflètent pas ce qui se passe en profondeur, mais les conflits sociaux actuellement sont très nombreux dans le privé, le refus des licenciements boursiers abusifs (Hewlett-Packard) s'accompagne de grèves multiples et diversifiées, partout, pour augmenter le pouvoir d'achat.

Il s'exprime un profond ras-le-bol, une exaspération face aux bas salaires, à la précarité, aux privatisations, aux menaces de délocalisations, à la destruction du code du travail... Les luttes récentes des salariés de Carrefour comme celles des marins de la Sncm et des traminois de Marseille, de Hewlett-Packard, des défenseurs d'Edf-Gdf, mais aussi l'explosion violente et désespérée des banlieues en sont des signes spectaculaires !

Le pouvoir n'entend rien, ne recule devant aucun déni de justice. Dans le conflit marseillais, un pseudo « médiateur », a joué le grand numéro de la "personnalité indépendante" sinon « socialisante » et après avoir "écouté les parties", il a proposé que la RTM ait une filiale détenue à 40 % par la Connex. Bref le médiateur "indépendant" a proposé, à la place de la privatisation, la privatisation. La Connex, c'est cette même entreprise qui brade les missions publiques de la Sncm et qui tente de faire rouler (mais ils tombent déjà en panne) des trains privés...

Les traminois marseillais, lucides, et courageux, ont voté contre à l'unanimité !

Alors on assiste à un acharnement incroyable contre les syndicalistes : la droite brandit la menace de réquisition ! Le préfet de Villepin-Sarkozy prétend imposer aux grévistes un vote à bulletin secret, ce qui imite les lois de Margaret Thatcher soumettant les grèves à des votes majoritaires préalables à bulletin secret. Un tribunal vient même d'interdire la grève sous prétexte que : *"le motif réel de la grève est d'obtenir l'annulation d'une décision politique, ce qui est illégal, la grève devant, en France, porter sur des revendications professionnelles."* Ce jugement honteux est assorti d'une condamnation de 22 000 euros à payer par les syndicats et 10 000 euros par jour de grève reconduite : il force les traminois à arrêter la grève, pour en redémarrer une autre échappant à ce jugement dans quelques jours...

Les syndicats, la gauche auraient tort de laisser passer cela et de ne pas engager toutes leurs forces, dans un mouvement unitaire de solidarité et de combat contre le gouvernement et la brutalité de sa répression !

Car dans ce contexte, l'explosion dans les banlieues est aveugle et désespérée : la droite a cultivé cette désespérance, développé la précarité, le chômage de masse, les travailleurs pauvres à bas salaires, la relégation sociale par le logement, le mépris quotidien par le racisme, le culte de la réussite individuelle par le fric, chacun pour soi et sans pitié pour les autres ! Alors quand cela explose, cela ne se présente forcément pas sous un jour solidaire ni généreux.

Le mouvement syndical n'a aucun intérêt à voir des voitures de salariés brûler, des installations publiques saccagées, la haine entre voisins s'instaurer, les pompiers agressés ! Mais c'est, en grande partie, faute de perspective, faute de combat organisé et centralisé contre la politique de la droite, si cela arrive ! Pour éviter la

dégénérescence sociale, le mouvement syndical a intérêt à prendre en urgence une initiative forte contre la politique anti-sociale actuelle et empêcher un pourrissement que certains espèrent instrumentaliser contre les libertés démocratiques, à commencer par le droit de grève, dans ce pays.

Il faut s'appuyer sur ce que veulent et disent avec insistance, dans la rue comme dans les urnes, une majorité des français, une majorité écrasante des salariés : c'est à la gauche toute entière d'être à la hauteur ! Il y a urgence sociale et politique ! La gauche doit élaborer un programme commun antilibéral : c'est l'encouragement dont ont besoin tous les salariés, les jeunes, tous ceux qui veulent en finir avec Chirac, Villepin et Sarkozy totalement illégitimes aujourd'hui !

Un plan d'urgence s'impose pour renverser tout ce qu'a fait la droite : jamais la France n'a été aussi riche, les profits aussi importants ! Il faut redistribuer ces richesses, taxer les immenses « cagnottes privées », augmenter les salaires massivement, réduire la durée du travail et recréer des centaines de milliers d'emploi supprimés par la politique de la droite dans le privé comme dans le public. Il faut abroger les lois Fillon, Douste-Blazy, Raffarin et Villepin, revenir à la retraite à 60 ans à taux plein, à une Sécu pour tous, à un droit du travail protecteur, contre la précarité généralisée, contre les licenciements boursiers et abusifs.

Le congrès des socialistes a la première responsabilité dans le choix de reconstruire l'unité et un programme de transformation sociale avec toute la gauche. Les militants socialistes, par leur vote du 9 novembre ont une grande responsabilité, historique, en ce sens !

Gérard Filoche (Nps-As)

Pour info :

Communiqué des Fédérations Syndicales CGT - FO - SUD.rail - FGAAC des Cheminots (04/11/2005)

Les fédérations CGT, FO, SUD-rail, FGAAC se sont rencontrées le 2 novembre 2005. Elles ont échangé et confronté leur point de vue sur la situation économique et sociale dans le pays et celle de l'entreprise SNCF. Elles considèrent que cette situation continue de se dégrader à un rythme qui s'accélère.

C'est l'accélération de la remise en cause du code du travail, des statuts et garanties collectives, de la casse des acquis sociaux, des privatisations, de la baisse du pouvoir d'achat... pour imposer une société toujours plus éclatée, toujours plus libérale.

La SNCF n'échappe pas à ce dogmatisme libéral. Les décisions qui portent atteintes à l'entreprise de service public et à son avenir s'amoncellent. Il en est ainsi du Fret, des TIR, des réorganisations ou autres restructurations engagées au niveau des activités et des domaines au plans national, régional et dans les établissements.

Les attaques qui se précisent à partir des préconisations de l'audit Infrastructures, de la modification de la loi permettant l'entrée de financements privés pour des réalisations nouvelles d'infrastructures et leur maintenance, la libéralisation européenne qui veut ouvrir le trafic régional à la concurrence, viennent confirmer les légitimes craintes des cheminots sur l'éclatement à court terme de la SNCF.

Démission de Sarkozy et de ce gouvernement !

Des conséquences importantes se répercutent sur tous les métiers qui seraient profondément bouleversés, voire menacés.

L'ensemble façonne un remodelage complet de l'entreprise SNCF et crée les conditions d'une privatisation rampante. Les différentes actions revendicatives qui ont eu lieu ces derniers mois témoignent par la participation des cheminots de leur attachement au service public.

Leur motivation est renforcée par les suppressions massives d'emplois qui s'accumulent depuis 2002, leur certitude de ne plus pouvoir assurer la qualité de service attendue par les usagers, la dégradation de leurs conditions de travail et de sécurité et de leur pouvoir d'achat.

Nous sommes dans une période décisive pour l'avenir de la SNCF, de son statut, de celui des cheminots. Il faut faire barrage au passage en force du gouvernement et de la direction et imposer d'autres orientations !

Pour s'opposer aux mauvais coups et gagner sur les revendications des cheminots sur le service public, l'emploi, les conditions de travail, les salaires et pensions, LES FEDERATIONS CGT, FO, SUD-RAIL, FGAAC ONT DECIDE D'APPELER LES CHEMINOT(E)S A AGIR PAR LA GREVE RECONDUCTIBLE A PARTIR DU 21 NOVEMBRE 2005 A 20H00. Les autres fédérations ont quant à elles demandé un délai de réflexion avant de donner leur position définitive.

Paris, le 4 novembre 2005.